

# Industrie et finances ne font qu'un

**LIBERAUX-RADICAUX.** Martine Brunschwig Graf déplore l'absence d'un discours cohérent de son parti sur la place économique suisse.

A froid les choses se présentent de manière un peu différente. Trois jours après une houleuse assemblée des délégués libéraux-radicaux sur la stratégie de «l'argent propre», la colère des représentants genevois ne tombe pas, même si elle prend une forme plus nuancée. Samedi ceux-ci, à l'instar du président des libéraux-radicaux cantonaux Michel Halpérin, parlaient pourtant samedi de divisions «irrémediables». Conseillère nationale et vice-présidente du groupe parlementaire, Martine Brunschwig Graf fait le point.

## **Vous êtes toujours fâchée avec la majorité des délégués de votre parti?**

Entre les idées développées en conférence de presse en mars dernier, organisée par la direction de notre parti et l'assemblée des délégués de samedi on note tout de même plus qu'un progrès. Certaines réalités ont été admises, notamment sur le fait qu'il était difficile de transformer les banques en agents du fisc. Mais je regrette que la majorité ait cru bon de laisser cette règle d'auto-déclaration, supposée garantir la conformité fiscale de la place financière. Au-delà de cette proposition toutefois, une majorité de délégués reconnaît, sur l'essentiel et le plan matériel, que la distinction entre la

fraude et la soustraction fiscale doit être maintenue. En définitive, l'origine des choses concerne la relation que le citoyen entretient avec l'Etat.

## **Vous vous êtes aussi opposée, comme les délégués proches de la place financière, à une discussion sur une révision du droit pénal fiscal.**

Nous aurions souhaité que la révision s'inscrive dans un cadre très clair en ce qui concerne la distinction entre soustraction et fraude fiscale. Ce ne fut pas le cas. Par ailleurs, on peut regretter que certains libéraux-radicaux aient lancé un débat absurde entre place industrielle et financière, en lieu et place de développer un discours cohérent sur l'avenir de la place économique suisse. Enfin, il faut que nous quittions cet état d'esprit de culpabilité en raison des fautes commises par certains établissements financiers.

## **Le bilan n'est vraiment pas brillant pour le parti libéral-radical.**

Il y a des éléments positifs: nous nous sommes tous mis d'accord sur l'idée de l'impôt libérateur. Sur l'auto-déclaration, nous avons été minorisés dans une proportion de 146 délégués contre 181: perdre dans une telle proportion n'a rien de honteux. Nous avons tous



**MARTINE BRUNSCHWIG GRAF.**  
«Nous devons tenir un discours fort à Genève.»

adhéré à la stratégie sur la place financière en juin 2009. Et par rapport au pataqués de la conférence de presse du 8 mars dernier, l'assemblée a rectifié un certain nombre de points. De plus, un parti qui parle et qui débat est toujours préférable à celui qui ne discute pas.

## **Il y a tout même un problème de ligne.**

C'est clair. Nous nous laissons trop influencer par les médias. Or, ce n'est pas parce que des gens commettent des erreurs qu'il faut battre sa coulpe. Je n'éprouve pas la moindre honte à défendre la place économique: des emplois sont en jeu. Et si notre parti ne le fait pas, qui le fera à sa place? Nous ne savons pas vendre ce que nous réalisons. C'est notre parti qui a formulé l'idée d'un impôt libérateur. Nous avons même précédé l'Association suisse des ban-

quiers, avant qu'elle ne lance le projet «Rubik».

## **Les libéraux et les radicaux genevois ont rédigé un communiqué de presse très sévère critiquant le fait de voir les banques se transformer en agent du fisc.**

### **Vous ne craignez pas mettre l'unité du parti en péril?**

En aucun cas. Nous devons tenir un discours fort. Libéraux et radicaux font la même analyse à Genève. Nous avons à défendre une place financière, et donc une bonne partie de l'économie. Le document du PLR faisait d'ailleurs allusion au fait que les banques ne devaient pas se transformer en agents du fisc. Or, l'adoption de ces mesures samedi contribue à créer une insécurité.

## **Dans ce communiqué, les libéraux et les radicaux genevois insistent sur leur persistance à vouloir défendre les principes fondamentaux qui allient le respect de la sphère privée et de la responsabilité individuelle. Allez-vous intervenir spécifiquement à ce sujet à Berne?**

Je me battraï pour que les propositions répondent aux principes énoncés dans ce communiqué. Pour l'heure, rien ne permet d'eux de dire que le groupe parlementaire libéral-radical à Berne ne souscrive, dans sa majorité, à tou-

tes les propositions décidées par l'assemblée des délégués samedi. Je peux aussi vous assurer que je n'entends en aucun cas prendre mes distances avec mon parti pour envisager un engagement avec une autre formation politique.

## **Aujourd'hui, les banques font remplir des déclarations à leurs clients contre le blanchiment d'argent, à la satisfaction générale. La Suisse est la championne du monde dans ce domaine. Leur demander dès lors d'y ajouter une auto-déclaration n'aurait rien de catastrophique?**

Ces deux notions n'ont rien à voir. Déposer de l'argent dans une banque n'a aucun rapport avec le fait d'avoir rempli sa déclaration d'impôt. C'est tout simplement, -et d'un point de vue temporel-, impraticable. La seule déclaration d'impôt reconnue est celle que le contribuable s'engage à faire à son fisc.

INTERVIEW:  
EDGAR BLOCH

«NOUS NOUS LAISSONS TROP INFLUENCER PAR LES MÉDIAS. CE N'EST PAS PARCE QUE DES GENS COMMETTENT DES ERREURS QU'IL FAUT BATTRE SA COULPE.»

## Le PLR conteste le rapport sur les rémunérations

Faut-il y voir un signal politique dans le débat autour de l'affaire Minder? Le comité du Parti libéral-radical (PLR) prend ses distances avec «la politique salariale démesurée de quelques entreprises». Il invite les actionnaires du Credit Suisse à rejeter le rapport sur les rémunérations 2009. Réuni hier, le comité exécutif du PLR s'est penché sur les bonus excessifs qui, écrit-il dans un communiqué, «sapent le soutien de la population envers notre système économique libéral». Le salaire de Brady Dougan, par exemple, est jugé «sans rapport avec le travail fourni ou le risque entrepreneurial». Ces entreprises discréditent «le modèle suisse à succès» en matière d'économie de marché et cela doit changer, selon le PLR. C'est pourquoi le parti refusait la décharge aux anciens dirigeants d'UBS et propose maintenant aux actionnaires du Credit Suisse de rejeter le rapport sur les rémunérations qui leur sera soumis lors de la prochaine assemblée générale. Ce rapport 2009 prévoit un total de 148,9 millions de francs de salaire pour les cadres supérieurs. Brady Dougan reçoit aussi, outre une part variable de 17,9 millions, des montants provenant du programme de primes à long terme PIP. A ce titre, il vient de recevoir 70 millions en actions pour l'an 2004. - (ats)



## Nos fonds. Récompensés par des experts.

Lors de la remise des Lipper Fund Awards 2010 Suisse, LGT Capital Management a remporté neuf Lipper Fund Awards pour les fonds stratégiques LGT 3-5 Years (CHF)/(EUR).

Profitez vous aussi de notre longue expérience et de notre expertise en gestion d'actifs. Nous nous réjouissons de répondre à votre appel: 022 318 65 49.

LGT Strategy 3 Years (CHF)  
LGT Strategy 4 Years (CHF)  
LGT Strategy 5 Years (CHF)

LGT Strategy 3 Years (EUR)  
LGT Strategy 4 Years (EUR)  
LGT Strategy 5 Years (EUR)



www.lgt.com



Wealth & Asset  
Management

Informations juridiques: Les prospectus complets et simplifiés ainsi que les rapports annuels et semestriels des fonds LGT, sociétés d'investissement de droit liechtensteinois domiciliées à Vaduz, peuvent être obtenus gratuitement auprès de: LGT Bank in Liechtenstein AG, Herrengasse 12, FL-9490 Vaduz, LGT Capital Management AG, Herrengasse 12, FL-9490 Vaduz et LGT Funds AGmVK, Herrengasse 12, FL-9490 Vaduz. Représentant et agent payeur en Suisse: LGT Bank (Suisse) SA, Lange Gasse 15, CH-4002 Bâle.